

CRISE DES SUBPRIMES

«L'Algérie n'est pas épargnée»

«L'Algérie n'est pas à l'abri des conséquences de la crise des subprimes. Nul n'en est à l'abri.» C'est en ces termes que Malek Serraï, consultant international, a voulu sensibiliser opérateurs et pouvoirs publics aux retombées de la crise des crédits immobiliers qui sévit depuis près de huit mois aux Etats-Unis. Pour lui, il s'agit de tirer la sonnette d'alarme. Il préconise l'installation d'un système d'alarme d'informations transparent.

Meriem Ouyahia – Alger (Le Soir) – Ils devaient être, hier, au forum d'El-Moudjahid, au moins trois experts à participer à la table ronde consacrée à la crise financière internationale et ses répercussions sur les économies des pays émergents. Seul le consultant Malek Serraï a répondu présent à cette conférence-débat. Il a profité de cette occasion pour appeler à plus de visibilité des données financières. «Il faut sensibili-

ser sur cette question tous les concernés par la gestion économique, le commerce extérieur et son développement», a déclaré ce consultant international.

Catégorique, il avertit : «L'Algérie est menacée. Nous sommes un jeune pays émergent, travaillant en dollars, et sommes extrêmement sensibles aux perturbations financières.

La situation n'est pas facile pour nous.» Le fait est, a expliqué Malek Serraï, que

nous sommes dépendants de nos importations.

Or, nos vis-à-vis, banques et entreprises productrices ont été touchées par la crise des subprimes. «Nous avons un marché ouvert, des relations directes avec des banques qui sont en faillite, des entreprises en difficulté. Les entreprises publiques et privées doivent avoir un bouchier de sécurisation en exigeant le plus d'informations possibles», a-t-il ajouté.

Dans ce sens, ce consultant a demandé la mise en place d'un système d'alarme d'informations transparent. Il s'agit, par cette démarche, d'éviter «la forêt de pièges posés en Europe et aux Etats-Unis.»

Sur ce registre, il s'est étonné du fait que la Banque centrale ne communique pas : «C'est de notre droit de savoir dans quelles positions

sont nos dépôts aux Etats-Unis et ailleurs ? Sont-ils protégés ?

Quelles sont les conditions commerciales prises ? Il faut savoir de quelle manière nos avoirs sont gérés.» Pour lui, c'est ce manque d'information qui crée la suspicion. Il est à noter qu'avant-hier, le ministre des Finances a indiqué, par le biais d'une agence de presse française, que l'Algérie disposait fin 2007 d'un matelas de réserves de change de 110 milliards de dollars, placés en actifs publics, dont 40% en euros. Les placements sont notamment effectués en dollars auprès du Trésor américain et en livres sterling auprès du Trésor britannique et en yen japonais, a précisé le ministre. «Les risques sont nuls parce que ce ne sont pas des risques de marché et que la Banque d'Algérie

pratique une gestion sécurisée de ces réserves», a-t-il dit. «Ces placements assurent à l'Algérie des liquidités qu'elle peut investir ailleurs à tout moment», selon lui.

Dans la situation actuelle, Malek Serraï a recommandé l'investissement rapide des dollars algériens en Algérie ou à l'étranger.

Il a cité, dans ce contexte, l'exemple des pays du Golfe. Ceci, en commandant l'achat de paniers de monnaies de devises et la diversification des monnaies.

S'agissant de l'adhésion à l'Union européenne et à l'Organisation mondiale du commerce, Malek Serraï a relevé, que «ce n'est pas le moment.

Nous sommes très faibles. Nous n'avons pas assez bénéficié de moyens intellectuels tels que la mise à niveau des entreprises».

Interrogé sur la récente

déclaration du ministre des Finances, Karim Djoudi, relative à la relance de la privatisation du CPA, l'invité d'El-Moudjahid dira : «Ce n'est pas encore le moment. Ce n'est pas opportun». Pour lui, cette démarche serait «hasardeuse».

Pour rappel, la privatisation du Crédit populaire d'Algérie (CPA), suspendue en novembre 2007 en raison de la crise des subprimes aux Etats-Unis, pourrait être relancée à partir de la fin du premier trimestre. «Nous relancerons cette opération lorsque nous aurons une transparence totale sur les comptes des partenaires éventuels de cette banque publique algérienne et sur leur stratégie, vraisemblablement», avait déclaré le grand argentier du pays.

M. O.

TRAVAUX PUBLICS

70 ingénieurs
en formation en Chine

70 ingénieurs issus du secteur des travaux publics vont bientôt s'envoler pour la Chine afin de suivre une session de formation spécialisée.

Cela rentre dans le cadre des mesures d'accompagnement prévues par le contrat passé avec l'entreprise chinoise retenue dans la réalisation de l'autoroute Est-Ouest. Il s'agit de la première session de formation. D'autres vont suivre et concerneront des groupes d'ingénieurs du ministère des Travaux publics.

Ces cycles de formation qui s'étalent sur une période de 45 jours, vont porter sur 26 modules différents. Les ingénieurs concernés s'emploieront par la suite à mettre à exécution leurs nouvelles connaissances et dispenser leur savoir-faire à l'endroit de leurs collègues du secteur.

Selon des responsables du ministère des Travaux publics, ce transfert de connaissance va être utilisé dans le parachèvement de ce qui reste du chantier de l'autoroute Est-Ouest mais également d'autres projets importants à l'exemple de l'autoroute des Hauts-Plateaux ainsi que le projet de l'Institut de formation et d'études des travaux publics.

Il est à noter que des initiatives similaires ont été déjà réalisées en partenariat avec le groupe japonais également inscrit dans le chantier de l'autoroute Est-ouest. Il a enfin été annoncé qu'un prochain cycle de formation sera organisé au Canada.

N. M.

SIDI-BEL-ABBÈS

L'ex-directeur des
affaires religieuses
devant le procureur

L'on a appris de sources concordantes que l'ex-directeur des affaires religieuses de Sidi-Bel-Abbès et certains cadres et fonctionnaires de ce secteur ont été, dans la journée d'hier, déferés devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès au sujet de l'affaire des fonds collectés au profit des sinistrés de Boumerdès à l'époque où ce premier responsable qui, actuellement occupe les mêmes fonctions au niveau de la wilaya de Relizane, était à la tête de la direction des Waqfs de Sidi-Bel-Abbès.

Pour rappel, au mois d'octobre dernier, une enquête a été diligentée par les services de sécurité suite à des mouvements opérés au niveau des comptes bancaires de cette institution et lors desquels 700 millions de centimes auraient été retirés avec l'émission d'une soixantaine de chèques alors que les sinistrés attendaient toujours des aides.

A. M.

IL FINANCERA L'ACQUISITION DE DEUX APPAREILS
L'emprunt d'Enafor lancé au courant
du premier semestre 2008

L'Entreprise nationale de forage (Enafor), filiale du groupe Sonatrach, lancera, au courant du premier semestre 2008, son second emprunt obligataire.

D'un montant de 6 milliards de dinars (environ 86 millions de dollars), cet emprunt s'adresse aux investisseurs institutionnels (banques et établissements financiers).

Selon le P-dg de l'Enafor, Bennour Mohamed, cet emprunt servira à financer l'acquisition de deux appareils de forage. L'ingénierie financière de cette opération sera assurée par le cabinet Strategica et le syndicat bancaire d'émission sera dirigé par la Banque extérieure d'Algérie (BEA).

L'Enafor, dont le capital social s'élève à 4 milliards de dinars, avait déjà levé, en 2005, un montant de 7,98 milliards de dinars à travers un emprunt obligataire pour le financement d'un plan d'investissement comprenant essentiellement l'acquisition de quatre appareils de forage.

L'Enafor avait émis cet emprunt obligataire en deux tranches de 4,08 milliards de dinars et de 3,92 milliards de dinars. Avec une durée de 5 ans pour les obligations de la première tranche et de 6 ans pour celles de la seconde.

Une autre filiale de Sonatrach, l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), a déjà émis trois

emprunts dont la dernière opération, en décembre 2007, a permis de lever 4 milliards de dinars auprès d'investisseurs institutionnels.

L'ENTP avait émis des obligations échéant dans 5 ans et dont le coupon est de 3,85%.

Pesant plus de 160 milliards de dinars, le marché obligataire national compte actuellement neuf sociétés publiques émettrices d'obligations (Enafor, Sonatrach, Sonelgaz, Air Algérie, Algérie Télécom, la Société de refinancement hypothécaire (SRH) et l'ENTP et seulement deux entreprises privées (Cevital et Arab Leasing Corporation-ALC).

C. B.

SMAÏL MIMOUNE A ANNONCÉ LA CONCRÉTISATION
DU PROJET

La police de la pêche bientôt sur le terrain

Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Smail Mimoun, a annoncé hier, lors de l'émission «Fi el Ouadja» de la radio Chaîne 1 que les programmes d'investissements actuels aussi bien privés que publics dans le secteur de la pêche atteignent les 14 milliards de dinars.

F. Zohra B. Alger - (Le Soir) - «Un certain nombre de projets ont été réalisés, d'autre sont en cours de concrétisation et certains sont à l'étude pour être finalisés en 2010», a précisé le ministre.

Répondant à des questions relatives à la pêche clandestine et anarchique qui prend de l'ampleur et menace les ressources halieutiques, le premier responsable du secteur a déclaré qu'avec le nouveau statut général de la Fonction publique, il sera créé le corps de la police de la pêche.

Ces policiers, explique l'invité de la Chaîne 1, seront notamment des diplô-

més en droit et suivront une formation avant d'occuper leur nouvelle fonction. Ils seront aussi présents sur tous les sites, selon le ministre qui évoque un effectif minimum de cinq policiers par port de pêche. Evoquant, par ailleurs, un accord avec le ministère de la Défense concernant la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, le ministre a déclaré qu'actuellement, il n'y a pas beaucoup de dépassements. Evoquant l'aquaculture comme réponse à la forte demande sur le poisson et la cherté des produits de la mer disponibles actuellement sur les marchés, Smail Mimoun a précisé que son secteur visait une véritable industrie aquacole. Il s'agit de l'élevage de poissons aussi bien marins que d'eau douce. A cet effet, 286 sites où cette activité peut être développée ont été répertoriés, dont 100 sur la côte et 186 à l'intérieur du pays. Cet élevage peut être effectué dans des bassins avec de l'eau de mer ou de l'eau douce. Ces sites seront notamment concrétisés à Sétif, Bordj Bou-Arreridj, Ouargla et

Saïda. Pour ce qui est de la production, il s'agit, selon le ministre, d'arriver à l'horizon 2025 à 35000 tonnes par an. Il annoncera, en outre, que l'Etat accompagnera les investisseurs dans le secteur, notant que l'Algérie est en période de lancement de projets.

Le ministre a également abordé la question de la formation, expliquant que ce volet sera valorisé en vue du développement du secteur et de l'exploitation rationnelle de ressources à travers la professionnalisation. Il s'agit notamment de la mise sur pied d'une carte de formation qui a été présentée en Conseil de gouvernement et adoptée. La carte actuelle a été ainsi révisée en vue de moderniser les techniques de pêche.

L'invité de la radio évoquera aussi les projets de construction de ports de pêche, annonçant une période «d'exploitation idéale de la ressource» à travers une adéquation entre la flotte de pêche et les ressources disponibles.

F. Z. B.